

## 2 Politique

## Conseil présidentiel

## La santé et l'enseignement supérieur à l'ordre du jour

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a présidé, hier au palais de la présidence de la République, deux réunions du Conseil présidentiel, instance de l'Exécutif chargée de traiter d'une question sectorielle donnée. Au cours des séances d'hier, ont été examinées les situations dans les secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur. C'était en présence des patrons respectifs des départements : Pr Léon Nzouba et Denise Mekame'ne.

L'EXECUTIF a renoué avec le Conseil présidentiel hier. Ladite instance s'est réunie à deux reprises au palais de la présidence de la République, sous la direction du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. A l'ordre du jour : la santé et l'enseignement supérieur. Il a été question d'examiner tour à tour la situation dans ces secteurs. La délégation ayant assisté au tour de table sur la santé a été conduite par le patron dudit département ministériel, le ministre Léon Nzouba. Et, par rapport à l'enseignement supérieur, c'est la ministre d'Etat Denise Mekame'ne qui était à la tête de la délégation de son ministère. S'agissant de la santé, l'intervention du ministre Nzouba a porté essentiellement sur la présentation globale de la situation sanitaire du Gabon ; l'analyse de notre système de santé ; les problèmes prioritaires dans ce domaine, et les principales orientations susceptibles de contribuer à améliorer les choses. On retiendra, entre autres, que l'accent a été mis sur la formation en vue du renforce-



Photo : Presse Présidentielle

Une phase du Conseil présidentiel consacré à l'enseignement supérieur.



Photo : Presse Présidentielle

Les travaux du Conseil présidentiel consacré à la santé.

ment des ressources humaines, en quantité et en qualité. Un regard attentif a également été porté à la médecine préventive et de proximité, à la politique du médicament ; etc. Par rapport à la formation, par exemple, il faut noter que le chef de l'Etat a in-

sisté sur la redynamisation de l'INFASS par la création de nouvelles filières, la réouverture des écoles provinciales de santé pour la formation du personnel paramédical, la planification des formations initiale et continue en tenant compte des besoins. A cela, il faut

ajouter la mise en place des stratégies pour retenir et motiver le personnel ; tout comme celle d'une plateforme de collaboration entre le ministère de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur. En ce qui concerne la médecine préventive et de

proximité, il faudrait envisager l'augmentation des ressources allouées aux soins préventifs de 4,8% à 23%, soit 45 milliards sur 5 ans. Il y a aussi : le développement des activités de stratégies avancées intégrées dans les départements sanitaires (le

personnel doit aller vers les populations) ; le développement des actions pour la réduction de la morbidité et de la mortalité (rougeole, tuberculose, VIH/SIDA...) ; etc.

S'agissant de la politique du médicament, plusieurs axes peuvent être explorés. Entre autres, la révision du cadre réglementaire du système d'approvisionnement ; la transformation de la dotation budgétaire en Fonds médicaments ; la recherche d'autres sources de financement pour l'Office pharmaceutique national (OPN) ; etc.

Le Conseil présidentiel, abordant le volet de l'enseignement supérieur, a traité de la question de la restitution des travaux des commissions mises en place pour réfléchir sur les problèmes qui minent ce secteur. Réflexion menée par tous les acteurs : ministère, rectorat, partenaires sociaux dont la mutuelle. Celle-ci a tourné autour de la gouvernance du secteur, les œuvres sociales (restaurants, capacités d'accueil des cités universitaires, etc.) et les bourses qui aujourd'hui coûtent 78 milliards de F CFA à l'Etat...

Suite à l'exposé de la ministre d'Etat, Mekame'ne et aux échanges qui ont suivi, le président Ali Bongo Ondimba a demandé que le travail se poursuive au niveau du gouvernement. Histoire d'identifier les mesures éventuelles à prendre pour améliorer la situation.

L'objectif des réformes étant surtout d'améliorer la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que le service social aux étudiants sans alourdir les charges financières de l'Etat.

## Mesure de suspension des soldes de certains enseignants

## L'Adère de Missanda estime cette décision "contradictoire" avec la volonté du chef de l'Etat

SM

Libreville/Gabon

HIER, dans une déclaration à la presse, l'une des ailes dissidentes de l'Alliance démocratique et républicaine (Adère), présidée par Victor Missanda, a fustigé sans complaisance la décision récente du gouvernement, de suspendre la solde de 807 enseignants du primaire et du secondaire, et de radier 19 autres des effectifs de la Fonction publique. Si les membres de ce pan de l'Adère disent avoir pris acte de ladite décision, Victor Missanda et les siens

ont cependant jugé celle-ci "contradictoire" à la volonté du président Ali Bongo Ondimba, de lutter contre la précarité.

De même qu'ils ont marqué leur étonnement quant au caractère "intransigeant" de ces mesures proposées par le ministre en charge de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou, lui aussi président d'une aile de l'Adère. Alors que, disent-ils, «l'opinion nationale et internationale s'attendaient à une sortie heureuse de crise dans ce secteur...». Toute chose qui selon le porte-parole de cette tendance, n'aura pour conséquence qu'une "radicalisation déplorable du



Photo : Adjaô Njoufoume

Une vue partielle des responsables de ce pan de l'Adère, lors de cette sortie.

mouvement de grève par les centrales syndicales".

Pour cette aile de l'Adère, "il est urgent que celle-ci

s'arrête car, si elle perdure, elle pourrait mener inévita-

blement le pays vers une année blanche aux conséquences non mesurables».

Pour ce faire, le directeur de ce parti a donc invité le numéro un du gouvernement de la République, Emmanuel Issoze Ngondet, à se saisir de ce dossier qu'il estime crucial, à l'effet d'y trouver une solution acceptable et durable. Tout comme cette aile du parti membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence a exhorté les différents syndicats de ce secteur de l'Éducation nationale, à faire preuve de "pondération, de dépassement personnel et à reprendre le travail, car l'avenir de nos enfants en dépend".